

L'exception allemande face à la crise

Un sondage exclusif Ifop-Fiducial pour « Le Figaro » sur l'état de l'opinion face à la crise dans quatre pays européens montre que la France a une perception qui se rapproche plutôt de celle des pays du Sud.

ALAIN BARLUET

SONDAGE Les Allemands, qui se sentent moins affectés par la crise que leurs voisins européens, sont aussi les plus réticents à venir en aide aux pays de l'Union mal en point comme la Grèce. Le sondage Ifop-Fiducial réalisé pour *Le Figaro*, entre le 18 et le 21 juin, sur la base d'un échantillon d'environ 4 000 personnes dans quatre pays européens (France, Allemagne, Italie, Espagne) reflète clairement un clivage entre l'opinion allemande et celles de ses trois partenaires.

Les Allemands, qui se sentent relativement protégés, ne sont que 41 % à ressentir fortement les effets de la crise, contre 87 % des Espagnols et 90 % des Italiens. La France occupe une position intermédiaire : 75 % des personnes interrogées dans l'Hexagone considèrent que la crise a beaucoup d'impact dans leur vie personnelle, une préoccupation qui se rapproche de celle, très forte, des pays du Sud. La spécificité allemande ne

signifie pas que la sérénité règne outre-Rhin. Le niveau d'inquiétude à l'égard du déficit public augmente et il est homogène dans les quatre pays, même s'il est un peu moins élevé en Allemagne (87 % des sondés) qu'en France (94 %) et surtout qu'en Espagne et en Italie (96 %).

Une Europe à deux vitesses ?

Les Allemands sont néanmoins confiants dans leur capacité à maîtriser le déficit - cela les distingue des Espagnols, des Italiens et des Français. En effet, les personnes interrogées outre-Rhin ne sont que 39 % à juger possible qu'advienne dans leur pays une crise comparable à celle dans laquelle se débat la Grèce (61 % estiment cette perspective improbable). A contrario, en Espagne et en Italie, respectivement 73 et 61 % des sondés estiment possible un scénario « à la grecque ». Les Français (60 %) sont là encore en position médiane, plus proches toutefois des pays les plus touchés. Cette perception, singulièrement lucide, de la situation telle qu'elle est ressentie

dans chaque pays induit aussi des approches diverses des causes de la crise et des actions à engager pour la combattre.

« Les pays les plus en difficulté sont les plus favorables à la solidarité, sans doute parce qu'ils redoutent d'être les prochains sur la liste », résume Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département d'opinion publique à l'Ifop. A cet égard, Angela Merkel apparaît bien en phase avec son opinion.

Les Allemands sont ainsi 64 % à refuser une aide à la Grèce (ils étaient 76 % en mars 2010). En France, ils sont considérablement moins nombreux sur cette ligne de refus (53 %). En revanche, le sondage montre que les Espagnols (à 54 %) et plus encore les Italiens (à 64 %) considèrent comme nécessaire une solidarité financière avec la Grèce. Mais, même dans ces deux derniers pays, l'approfondissement de la crise a eu pour conséquence de renforcer, en

un an, le nombre de ceux qui rejettent l'aide européenne à la Grèce : + 4 % en Espagne, + 9 % en Italie, + 12 % en France, + 5 % en Allemagne.

Dans ce pays, les causes de la crise sont à chercher, outre la spéculation sur les marchés (24 %), dans le manque de compétence et de courage de certains dirigeants, en clair chez les voisins. Les Français (à 40 %) blâment en priorité la spéculation sur les marchés financiers. Ils sont aussi les plus favorables (79 %) à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières.

Si Français, Allemands, Espagnols et Italiens se montrent majoritairement attachés à l'Union européenne, leur souhait d'intégration et les scénarios qu'ils envisagent diffèrent considérablement. En France et en Allemagne, l'opinion reste parquée sur l'intégration européenne (51 et 50 %). On retrouve sur ce point un clivage Nord-

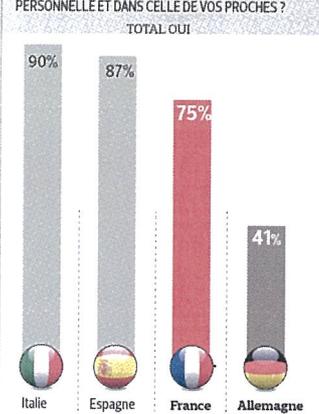
Sud. A contrario, en Espagne (67 %) et en Italie (70 %), les attentes vis-à-vis d'une intégration renforcée sont élevées, à l'aune de la solidarité espérée et de l'inquiétude qui monte face à une crise durable.

La nécessité d'une discipline

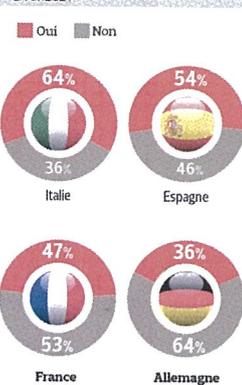
L'horizon d'une Europe à deux vitesses semble fortement plausable aux Espagnols (75 %), aux Allemands (70 %) et aux Français (67 %). Les Italiens (42 %) espèrent pouvoir échapper à la relégation en deuxième division grâce à leurs réformes. Sans surprise, les Allemands repoussent la mutualisation des dettes (à 60 %), quand les Espagnols y sont très favorables (81 %), tout comme les Italiens (82 %), loin devant les Français (53 %). Dans tous les cas, les opinions sont conscientes de la nécessité d'accroître la discipline en Europe : 85 % des Français sont favorables à la règle d'or, selon ce sondage qui contredit le refus des socialistes d'inscrire cette mesure dans la Constitution. ■



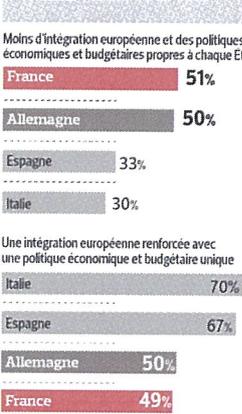
QUESTION PERCEVEZ-VOUS ACTUELLEMENT LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS VOTRE VIE PERSONNELLE ET DANS CELLE DE VOS PROCHES ?



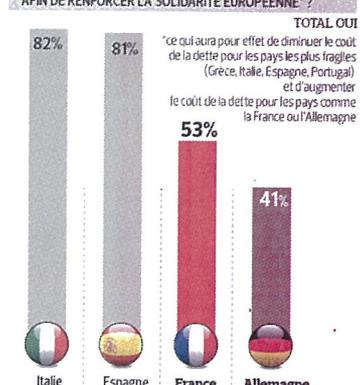
QUESTION CONSIDÉREZ-VOUS QUE VOTRE PAYS, AU NOM DE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE, DOIT AIDER FINANCIÈREMENT LA GRÈCE ?



QUESTION COMPTE TENU DE LA CRISE ACTUELLE, QUE SOUHAITEZ-VOUS ?



QUESTION ÊTES-VOUS FAVORABLE À LA MISE EN COMMUN ET À LA MUTUALISATION D'UNE PARTIE DES DETTES DES DIFFÉRENTS PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE AFIN DE RENFORCER LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ?



Enquête réalisée par Ifop-Fiducial pour Le Figaro et L'Éclair. France : étude réalisée auprès d'un échantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Espagne : étude réalisée auprès d'un échantillon de 976 personnes, représentatif de la population espagnole âgée de 18 ans et plus. Italie : étude réalisée auprès d'un échantillon de 967 personnes, représentatif de la population italienne âgée de 18 ans et plus. Allemagne : étude réalisée auprès d'un échantillon de 967 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus. Les données sont exprimées en pourcentage. Les marges d'erreur sont indiquées en bas de page.

Enquête réalisée par Ifop-Fiducial pour Le Figaro et L'Éclair. France : étude réalisée auprès d'un échantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Espagne : étude réalisée auprès d'un échantillon de 976 personnes, représentatif de la population espagnole âgée de 18 ans et plus. Italie : étude réalisée auprès d'un échantillon de 967 personnes, représentatif de la population italienne âgée de 18 ans et plus. Allemagne : étude réalisée auprès d'un échantillon de 967 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus. Les données sont exprimées en pourcentage. Les marges d'erreur sont indiquées en bas de page.

Les Français appauvris de 5 % par rapport aux Allemands depuis l'euro



LA RAISON du plus fort est toujours la meilleure. Angela Merkel estime que ses conceptions économiques sont les plus pertinentes car les performances allemandes l'emportent désormais largement sur les résultats français. « L'Europe doit discuter des différences croissantes entre les économies française et allemande », a ainsi déclaré sans chichis la chancelière, le 15 juin devant

une assemblée de chefs d'entreprise à Berlin. Les faits plaident en sa faveur. Qu'il s'agisse de la création de richesses, de l'emploi ou de leur présence sur la scène mondiale, les deux États les plus importants de la zone euro tendent à s'écarter, tout comme le Rhin se transforme en delta après son arrivée aux Pays-Bas. Le plus inquiétant, cette divergence s'est aggravée avec la monnaie unique.

Quand l'euro a vu le jour, au 1^{er} janvier 1999, la production de chaque Français, autrement dit le sacro-saint PIB par habitant, représentait 94,2 % du niveau allemand. L'an dernier, ce n'était plus que 89,2 %, selon Eurostat, l'institut européen de la statistique. En

treize ans, nous nous sommes donc appauvris de 5 % relativement à nos voisins. En terme de puissance nationale, l'Allemagne affiche un PIB supérieur de 29 % au nôtre (respectivement 2 570 et 1 996 milliards d'euros). C'est à ce titre, uniquement, que les Allemands peuvent se voir comme les vaches à lait de l'Euroland, car toutes les contributions nationales aux aides sont au prorata du PIB de chacun.

En matière sociale, les deux économies souffraient du même chômage quand elles ont décidé de faire monnaie commune, soit 10,7 % de leur population active. Ce taux a été ramené à 5,5 % sur la rive orientale du Rhin, alors qu'il tangente toujours les 10 % sur sa

rive occidentale. Troisième critère de jugement d'une nation, sa position extérieure. En dernier ressort c'est bien plus important que la situation de ses finances publiques : il en va de son indépendance financière vis-à-vis de l'étranger. En 1998, l'ultime année du franc, notre commerce extérieur dégageait un excédent équivalent à 25 milliards d'euros et les échanges allemands présentaient un surplus de 60 milliards. L'an dernier nous avons été dans le rouge à hauteur de 73,5 milliards (record historique) quand notre voisin accumulait un surplus de 158 milliards d'euros.

Pas un « bouclier »

Si l'euro n'a pas contribué à la convergence franco-allemande, c'est que les deux pays en ont fait des usages antithétiques. On a voulu y voir à Paris un « bouclier », selon l'expression du ministre français des Finances de l'époque, dont on tira le nom. A Berlin l'euro a été perçu comme un facilitateur des échanges commerciaux qui allait intensifier la concurrence au sein même de l'Europe.

Angela Merkel considère qu'on ne saurait accuser sa *Mannschaft*, son équipe, de trop bien jouer au football. François Hollande soupçonne l'adversaire de dopage : dérégulation du marché du travail, esprit de compétition à outrance, absence de salaire minimum permettant aux agriculteurs germaniques d'exporter plus que les Français, etc. Le dialogue semble être tombé à son degré zéro.

Recevant mardi Jean-Marc Ayrault pour sa cérémonie d'adieu, l'ambassadeur à Paris Reinhard Schäfers a eu ces mots : « Le plus grand danger ne vient pas de nos différences et de nos divergences mais bien d'une éventuelle indifférence. » ■

